

## LES RAPPORTS ENTRE « CIVILS » ET MILITAIRES AU VERCORS

Le maquis du Vercors pose la question, rendue très polémique après-guerre par le Parti communiste, des relations entre résistants issus de la société civile et militaires de carrière. À cet égard, certains livres se distinguent dans le dénigrement des officiers du Vercors, par la violence de leurs propos. Ils reprochent aux militaires, d'une part de ne pas avoir été assez nombreux et, non sans contradiction, de n'avoir pas compris la nature du combat clandestin. Parmi leurs principaux griefs, ils mettent en avant la reconstitution des unités existant au moment de la dissolution de l'Armée d'Armistice, la volonté de faire porter des uniformes aux maquisards, la mise sur pied d'un état-major, en quelque sorte la militarisation des maquisards.

À l'inverse, les défenseurs des militaires soulignent leur professionnalisme – ainsi les chasseurs de Chabal sauvèrent-ils la situation à Saint-Nizier le 13 juin – opposé au manque total d'instruction de la plupart des recrues – dans la compagnie Brisac, la majorité des hommes n'avaient jamais tenu une arme entre leurs mains de même que certains jeunes des GF – ; leur volonté d'épargner les populations civiles qui les conduisit à choisir des positions moins faciles à défendre ou à abandonner le terrain lorsque les civils risquaient des représailles ; leur préoccupation de voir les maquisards en uniforme traités comme des combattants et non comme des « terroristes », c'est-à-dire fusillés sans jugement ; leur souci d'efficacité dans les manœuvres – celle des hommes du 11<sup>e</sup> Cuir firent l'étonnement admiratif des maquisards –, le ravitaillement qui manqua rarement, la transmission des ordres.

L'uniformisation, au sens propre et au sens figuré, visait à créer un premier amalgame entre les éléments plutôt disparates du Vercors. Si environ six cents maquisards périrent durant les événements du Vercors, plus de trois mille survécurent, le plus souvent grâce aux qualités de leurs officiers, et une bonne partie des effectifs reprit le combat dès la mi-août. Quant à la guérilla, ainsi que l'a démontré Étienne Poitou, chef de la Compagnie *Stéphane* dans le massif de Belledonne, elle ne s'improvise pas et le mois séparant la montée au Vercors du début des combats ne permettait guère l'entraînement des hommes à ce type de combat, beaucoup plus long et physiquement difficile. Les chefs d'unité, ainsi que les civils d'ailleurs, ne pensaient pas devoir se retrancher dans le massif, le but du « Plan Montagnards » étant au contraire de descendre des hauteurs pour appuyer les forces alliées débarquées en Provence qui finalement n'arrivèrent que trois mois plus tard. Enfin, nombre de « civils » relevaient tout de même de la chose militaire, étant soit d'anciens combattants de la Grande guerre, comme Eugène Chavant, soit des officiers de réserve comme Paul Brisac. On ne soulignera d'ailleurs jamais assez le rôle des officiers de réserve dans la Résistance.

Les rapports entre direction civile et militaire constituent le second aspect, très original, du Vercors, seul maquis à bénéficier d'un chef militaire et d'un chef civil. Sur ce plan, malgré des frictions au niveau subalterne dues à des excès de zèle, comme le montra l'arrestation de *Clément* (Eugène Chavant) par les hommes de *Thivollet* (Narcisse Geyer), les relations au sommet furent excellentes entre deux personnages, *Clément* et *Hervieux* (François Huet), aux antipodes l'un de l'autre par leurs origines, leurs milieux, leurs croyances, qui réussirent à se respecter mutuellement et à ne pas empiéter sur les prérogatives de l'autre. François Huet se cantonna à son rôle de chef militaire, par ailleurs dépendant d'une hiérarchie, représentée sur place par le colonel Henri Zeller (*Joseph*), commandant des FFI de la zone alpine (R1 et R2) et par Descour (*Périmètre*, *Bayard*) dont il appliqua, non sans doutes, les consignes. Eugène Chavant, qui fit fonction de préfet du Vercors, le massif se trouvant en « zone libérée » après la restauration de la République – il refusa d'ailleurs un

poste de préfet à la Libération – dépendait aussi d'un supérieur hiérarchique, Yves Farge, « Commissaire de la République » de la région R1.

Jean-William Dereymez